

que nous taxons l'Angleterre pour notre défense sans vouloir rien nous imposer à nous-mêmes. A mesure que nous augmentons en nombre et en richesse, ces publicistes trouvent qu'il est injuste, et ils ont raison, de les taxer si fortement pour la défense d'un pays qui, sous ce rapport, n'a encore presque rien fait par lui-même. (Écoutez ! écoutez !) D'année en année, de décade en décade, à mesure que nos ressources augmentent, nous devrions songer à aider la mère-patrie dans les frais qu'elle fait pour notre défense. Je crois aussi qu'autant que le permet notre position financière, nous devrions adopter le système financier de l'Angleterre ; si nous devons continuer à dépendre de ce pays, nous devrions abolir les tarifs élevés qui entravent le libre échange et peuvent devenir une cause de griefs amers et de mécontentement. J'admets pourtant, que, dans le moment actuel, nous ne pouvons nous mettre sur ce pied avec la mère-patrie. Je dis seulement que nous ne devrions pas perdre cela de vue, et que ceux qui désirent voir se perpétuer notre union avec la mère-patrie devraient songer à diminuer graduellement le tarif suivant que notre position le permettra, et faire ainsi disparaître peu à peu toute cause de mécontentement en Angleterre. (Écoutez !) J'ai fait allusion, M. l'ORATEUR, à l'article de l'*Edinburgh Review*, dont bien des passages sont outrageants pour les colonies. Mais il y a d'autres passages qui semblent contredire l'intention générale de cet article. On a fait grand bruit de cet article, on a voulu y voir la preuve qu'en Angleterre on se souciait fort peu de nous ; c'est pourquoi je signalerai aux hon. membres le passage suivant, qui est assez significatif :—

“ L'Angleterre ne désire nullement briser tout-à-coup les faibles liens qui l'unissent avec ses concitoyens d'outre-mer, ou abrégér d'une heure la durée de notre commune allégeance. Au contraire, en fortifiant les liens qui existent encore, elle changera en une noble alliance une sujétion pénible et factice.”

Ce passage est à remarquer parce que, comme je viens de le dire, tout le reste de l'article semble indiquer que l'écrivain désire voir l'union brisée, et, malgré cela, il avance qu'il ne désire pas “ abrégér d'une heure la durée de notre commune allégeance !” Mais cet article, dont on a fait tant de bruit, qu'on a répandu comme exprimant l'opinion de l'Angleterre, cet article indique un vif désir de voir l'union maintenue !

L'HON. J. S. MACDONALD—Qu'est-il

dit dans la conclusion de l'article ?

COL. HAULTAIN—Qu'on désire une alliance plus forte.

L'HON. J. S. MACDONALD—Mais je veux dire la conclusion de tout l'article.

COL. HAULTAIN—Je ne prétends point que la fin de l'article ne contredise pas le commencement. Mais l'article exprime bien la position que l'écrivain voudrait nous voir occuper.

L'HON. J. S. MACDONALD—Une position indépendante.

COL. HAULTAIN—Une alliance, pas une position indépendante !

L'HON. J. S. MACDONALD—Je vous demande pardon ; dans la dernière partie de l'article, l'écrivain exprime la satisfaction de nous voir bientôt indépendants.

COL. HAULTAIN—Je n'ai pas la *Revue* sous la main, et il se peut que mon hon. ami ait raison. Mais j'ai indiqué exactement quel est l'esprit général de l'article. Je ne veux pas dire que les opinions les plus contradictoires n'y soient pas exprimées. Pour en revenir à mon raisonnement, je dis que si nous voulions faire disparaître certains sujets de plainte, l'école de Manchester, même M. GOLDWIN SMITH et ses amis, verraient avec plaisir le maintien de notre union avec l'Angleterre. Mais mon hon. ami pour Brome ne s'en est pas tenu à la *Revue d'Edimbourg*, il a trouvé, au moyen du microscope dont je parlais tout à l'heure, dans les discours de certains lords, l'expression de sentiments analogues à ceux de l'écrivain que je viens de citer. L'hon. monsieur ne veut rien voir en faveur du projet, et semble admettre que l'Angleterre devra, bon gré mal gré, se séparer de nous. Il a reconnu que le projet était bien vu en Angleterre, mais—que lord GRANVILLE l'approuvait, mais—que lord DERBY avait parlé en faveur de l'union ; mais—enfin, toute la force de son raisonnement réside dans des “ si ” et des “ mais.” On ne saurait satisfaire l'hon. membre, on ne saurait donner satisfaction à l'Angleterre, qui sera d'autant plus contente qu'elle se débarrassera plus tôt de nous. (Rires.) Mais quel est en réalité le ton des discours cités par l'hon. monsieur ? Lord HOUGHTON a dit en second ant la motion en faveur de l'adresse, dans la chambre des pairs, le 7 février : “ J'espère que les colonies reconnaîtront la valeur de leur union avec l'Angleterre, et que la confédération leur donnera une position plus sûre sans compromettre leur allégeance.